LE PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DES INTÉRÊTS DÉMOCRATIQUES ET DU PROGRÈS SOCIAL.

Prix d'abonnement (Payable d'avance):

	Lyon.	Rhône.	Départem.
3 mois,	8 fr.;	10 fr.;	12 fr.
6 mois,	15 fr.;	19 fr.;	22 fr.
Un an,	30 fr.;	36 fr.;	40 fr.

Le Peuple Souverain donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

On s'abonne, à Lyon, au Bureau du Journal, et à Paris, chez LÉJOLIVET et C^{ie}; rue Notre-Dame-des-Victoires, 46.

Les Annonces se paient 25 c., et les Réclames 40 c. la ligne.

Lyon, le 8 Nivôse an LVII.

(De l'ère chrétienne, 28 décembre 1848.)

La dernière comédie des monarchiens.

Nous avions raison de ne désespérer ni de l'avenir ni de notre cause; cependant, malgré notre inébranlable confiance, nous ne nous attendions pas à voir se développer si rapidement les principes d'impuissance et de décomposition qui germaient dans la victoire même de nos adversaires.

Les nouvelles que nous recevons de Paris et des provinces sont bonnes; ce pauvre socialisme, dont on prononçait déjà l'oraison funèbre, ne s'est jamais si bien porté; sa vérité n'a jamais brillé d'un plus splendide éclat que depuis l'apparition des faussetés et des mensonges de tous ces prétendus systèmes de sage et habile administration; et le socialisme grandit de toute la petitesse de ces combinaisons mesquines et de tous ces efforts voués d'avance à la stérilité.

La nomination de Bugeaud a été, pour le peuple entier, comme un éclair subit dans les brouillards et la nuit des jours que nous venons de traverser. Cet appel à la force brutale qui ressort si évidemment des nominations de Rulhières et de Changarnier, cette dette payée dans la personne de Falloux au jésuitisme des dernières manœuvres électorales; tout cela produit un effet magique; les yeux se dessillent, on se regarde avec étonnement comme au sortir d'un rêve, on n'a pas encore le courage de se mettre en colère, mais on hausse les épaules et on rit de pitié.

Nous parlerons demain du programme ministériel d'Odilon-Barrot. L'événement du jour est encore l'impression produite par la revue de dimanche; nous avons sous les yeux les journaux de toutes couleurs, qui consacrent à ce compte-rendu et aux réflexions qu'il leur inspire, la plus grande place dans leurs colonnes; nous avons, de notre côté, des lettres bien circonstanciées d'amis, qui ont vu de près et étudié consciencieusement l'esprit de la population pendant la cérémonie.

Correspondance, articles des journaux les mieux pensants, tout est unanime à reconnaître que la revue a été froide comme une parade monarchique.

Ce soleil d'Austerlitz, dont on réveillait si patriotiquement le souvenir, ces vieux uniformes sortant de leur glorieuse poussière, ces nobles invalides, derniers débris de nos immortelles armées, fidèles gardiens du tombeau de leur empereur, enfin le neveu du grand homme apparaissant pour la première fois officiellement et passant, lui aussi la revue de la grande armée de la paix et de l'ordre; rien de tout cela n'a pu désarmer la déhance ni exciter l'enthousiasme.

Quelques misérables, soudoyés, ont essayé le cri de vive l'Empereur! Ce cri n'a trouvé nul écho, partout il était étouffé sous une immense acclamation à la République.

Partout, dans tous les esprits, sur toutes les lèvres, se re-

trouvait la comparaison de cette revue aux intentions monarchiques, avec ces grandes démonstrations républicaines du premier jour de la révolution.

Le cœur du peuple était absent, et il n'y a que ce cœur qui sache donner de la chaleur, de la vie et de la grandeur à une fête.

On ne s'extasie plus sur la livrée plus ou moins dorée des laquais; les uniformes galonnés ne font plus illusion à personne, on les a vu parader à la suite et au service de trop de maîtres différents.

La leçon a été dure et sévère pour tous ceux qui s'attendaient à une manifestation contre-révolutionnaire; le peuple de Paris est républicain, il veut bien laisser aux incorrigibles le loisir de tenter quelques dernières expériences; pourquoi ne pas nous donner le spectacle de leur dévouement patriotique et d'une administration républicaine de leur façon?

A l'œuvre, Messieurs du lendemain; vous étiez décidés, quoiqu'ils fissent, à entraver nos hommes de la veille; nous sommes plus généreux, nous vous attendons à la besogne; mais convenez que le peuple ne semble pas avoir grande espérance ni dans vos sympathies bourgeoises, ni dans vos prétendues capacités.

Avouons cependant que vous nous avez rendu service; nous avons besoin de vous voir en face, de savoir à qui décidément nous avons affaire pour oublier nos petits dissentiments, pour resserrer nos rangs et pour voir accourir tous les incertains, tous les aveugles, tous les égarés autour du seul drapeau de la France, celui de la République démocratique et sociale.

Programme ministériel, interpellations de Ledru-Rollin.

On avait fait courir le bruit que le ministère napoléonien était renversé même avant d'avoir fait acte de pouvoir. La cause qu'on assignait à cette chute, c'est la division entre le président de la République et son ministère, au sujet de l'amnistie.

On disait que Louis-Napoléon voulait absolument amnistier, et que M. Odilon Barrot, ainsi que ses collègues, n'entendaient pas qu'on amnistiat.

Déjà on parlait de la popularité que ce renversement d'orléanistes et de légitimistes, à propos d'un sujet si grave, pouvait donner au neveu de l'empereur.

Rien de tout cela n'est vrai. Le ministère royaliste continue à gouverner la France, et M. Odilon Barrot, en son nom, vient de faire connaître à l'Assemblée le programme du gouvernement qui se dit républicain.

Quel programme, bon Dieu! que celui du ministère Barrot. Il faut lire cet exposé dans le compte-rendu de la séance, pour croire que, sous la République, on puisse impunément venir étaler devant des hommes sérieux des phrases aussi vides, une absence de pensée aussi complète, au milieu d'une situation aussi grave que celle où se trouve la France. Jamais, aux plus beaux jours de son dédaigneux silence, M. Guizot n'a été aussi

peu explicite sur les grandes questions à l'ordre du jour.

M. Ledru-Rollin a remplacé à la tribune M. Odilon Barrot. On pense bien que l'orateur de la Montagne n'a pas été perdre son temps à réfuter un programme qui ne dit rien. M. Ledru-Rollin a formellement et directement attaqué le ministère, au sujet de la nomination du général Changarnier, qui se trouve à la fois commander des gardes nationales et de la troupe de ligne, et réunit, par ses doubles attributions, des forces immenses dans ses mains. L'éloquent orateur prouve, sans que personne le conteste, et les textes en main, que la nomination du général Changarnier est une violation manifeste de la Constitution et des lois.

Le discours de M. Ledru-Rollin est souvent interrompu par de nombreux et chaleureux applaudissements.

Lorsqu'il descend de la tribune, il reçoit les félicitations d'une grande partie de l'Assemblée. Le citoyen Marie lui-même croit devoir venir lui serrer la main, ce qui semble faire peu d'impression au citoyen Ledru-Rollin.

C'est le citoyen Rulhières aurait peut-être dû répondre. Mais le citoyen Rulhières est un sabreur, il n'est pas orateur. Voilà donc de nouveau le citoyen Odilon Barrot à la tribune. Son discours plus vide, plus enflé, plus prétentieux et plus pauvre encore de pensées que le premier soulève dans toutes les parties de la salle, même au côté droit, de vives et nombreuses dénégations. Le bruit qui se fait, malgré les protestations pompeuses de l'orateur, fait prévoir de violents et prochains orages. Le ministère ne sera pas sur un lit de roses. Jamais nous n'avons vu président du conseil si peu applaudi par ses amis, si peu respecté par ses adversaires. Décidément, nous allons avoir, à l'Assemblée nationale, un mouvement auquel depuis longtemps nous n'étions plus accoutumés.

L'Assemblée est surtout saisie d'un sourire, lorsque le président du conseil croit dire un excellent mot, en proclamant avec beaucoup de suffisance, qu'il n'abaissera pas la discussion en se livrant à un commentaire des textes. Cependant, l'attitude de l'Assemblée le force bien d'en descendre. Mais, grands dieux! quelle discussion. L'orateur se fonde sur la nécessité, pour se justifier d'avoir violé les lois, qu'il déclare avoir bien violées. Nous voilà donc déjà en pur despotisme; c'est ce que le ministère appelle l'ordre. De là à une couronne sur la tête du citoyen Bonaparte, il n'y a qu'un pas!

Le salut de la patrie est invoqué par le président du conseil pour légitimer l'acte arbitraire du gouvernement; mais jamais aucun despote a-t-il dit qu'il ferait du despotisme autrement que pour le bonheur des peuples?

Un moment l'orateur parvient à se rendre la droite favorable en portant le trouble dans les esprits; néanmoins nous ne croyons pas que le ministère dont il est le chef ait une grande chance de se perpétuer au pouvoir.

Pour la seconde fois, le citoyen Ledru-Rollin monte à la tribune, au milieu d'un religieux silence.

Le compte-rendu fait voir par quels excellents arguments il a réfuté, aux applaudissements de l'Assemblée, le pauvre langage du président du conseil. Toutefois, la droite, qui ne serait pas fâchée sans doute de rendre possible un coup d'Etat, se trouble de moins en moins de ce que l'on a violé la Constitution.

Feuilleton du Peuple Souverain.

LA NUIT DE NOËL.

(Suite et fin.)

Marguerite, droite et pâle comme un spectre, était auprès de nous, nous écoutant en nous regardant sans rien entendre, sans rien voir, tant la douleur venait de frapper cruellement son âme. Jusque-là, elle se faisait illusion sur la position de sa mère; jusque-là elle croyait qu'une indisposition seule la retenait sur ce lit de douleur, et maintenant elle comprenait que tout espoir était à jamais perdu.

Je m'engageai formellement, envers la pauvre mourante, d'obéir à ses dernières volontés. Alors, comme si la malheureuse mère eût attendu celui à qui elle devait confier son enfant, elle appela sa fille, la pressa tendrement dans ses bras, me jeta un dernier regard qui renfermait toute une prière, puis elle poussa un profond soupir. — Son âme s'était envolée vers Dieu...

Je ne vous peindrai pas le désespoir de Marguerite; je ne vous raconterai pas comment je trouvai une garde que je plaçai auprès de la pauvre morte. — Je ne vous dirai pas non plus combien il me fallut de peines et d'efforts pour apporter ici la malheureuse orpheline; tout cela se comprend infiniment mieux que je ne pourrais l'expliquer.

— Oui, oui, tout cela se comprend fort bien, Harri. Mais ce qui s'explique aussi, c'est que vous êtes un noble cœur, et je vous le dis comme la mourante: Dieu vous bénira. Vous connaissez, d'ailleurs, notre superstition écossaise qui nous assure que, secourir une jeune fille pauvre et belle pendant la nuit de Noël, fait entrer le bonheur dans la maison de celui qui peut la conduire sous son toit.

Après avoir longtemps devisé sur *Christ Mass* et ses mérites, on quitta la table pour aller trouver les surprises des arbres verts. Malgré leurs plaisirs, les excellentes jeunes filles n'oublièrent pas la pauvre Marguerite. De temps en temps, elles allaient la visiter, mais sans inquiétudes; car un bienfaitant sommeil, sans doute causé par la fatigue et les larmes, lui faisait oublier pour un instant l'affreux malheur qui venait de la frapper.

Le lendemain matin, ce fut la bonne mistress Dudleigh, qui, la première, entra dans sa chambre. Incapable de lui faire entendre des consolations, puisqu'elle ne savait pas le français, l'excellente femme la pressa tendrement sur son cœur en mêlant ses larmes aux siennes, que Mar-

guerite sentie dans son âme qu'elle n'était plus abandonnée, et que Dieu venait de lui donner une seconde mère.

Le docteur s'occupa de tous les soins funèbres à donner à la pauvre Française, morte ainsi dans la misère et l'exil. Puis il revint près de Marguerite, pour lui demander si elle n'avait à Londres ni parent, ni ami.

— Si, monsieur, lui répondit la jeune fille avec un triste soupir, le frère de mon père habite Londres; il est riche, mais il a été cruel et impitoyable envers nous. Et cependant, c'est pour lui réclamer une dette légitime que nous sommes venues dans ce pays. En deux mots, monsieur, vous connaîtrez toute notre triste existence. Ma mère épousa sir James Maxwell, jeune Anglais, qui s'était fixé depuis quelque temps en France. J'étais leur unique enfant, et nous étions tous heureux, quand une maladie cruelle vint frapper mon pauvre père. Pressentant, sans doute, qu'il allait nous quitter pour toujours, et voulant assurer notre repos, il écrivit à son frère qu'il désirait le voir avant de mourir. John Maxwell vint aussitôt.

Mon père lui recommanda alors et sa compagne et sa pauvre fille qu'il allait abandonner. John Maxwell s'engagea devant Dieu à leur servir et d'appui et de père. Alors son frère, dans une confiance, hélas! bien funeste, le chargea de vendre tous les biens qu'il possédait en Angleterre, puis d'en envoyer l'argent à ma mère; il voulait, disait-il, éviter à la pauvre femme et un voyage pénible et aussi les embarras des affaires ou elle pourrait être drape, puisqu'elle ne connaissait en aucune façon ni les lois, ni même la langue anglaise.

John Maxwell promit de suivre exactement les ordres de mon père et s'empressa de mettre toutes les choses en règle, afin que rien ne pût entraver son bon vouloir pour nous. Puis, les tristes prévisions de mon père s'étant réalisées, après lui avoir rendu les derniers devoirs, John Maxwell voulut partir, pour obéir, disait-il, aux dernières volontés de celui qui venait de quitter pour toujours.

Quelque temps se passa, et ma pauvre mère, tout à sa douleur, ne s'aperçut pas de l'oubli dans lequel semblait nous laisser celui qui, devant Dieu, s'était engagé à veiller sur nous. Mais l'embarras des affaires vint la sortir, malgré elle, de cette antipathie funeste; alors, effrayée de notre isolement, elle appela mon oncle à notre secours. — Le temps se passa et nous ne reçûmes aucune réponse. — Elle écrivit encore, même silence.

Alors commença pour nous une affreuse série de peines et de douleurs. Nous fûmes chassées de notre appartement; nos meubles furent saisis et vendus; que vous dirai-je, enfin! abreuvées d'ennuis et de honte, ma mère, ayant vendus quelques bijoux qui lui restaient encore de son opu-

lence passée, se décida à venir avec moi en Angleterre, pour réclamer, en personne, à John Maxwell, la fortune de la veuve et de l'orpheline.

Nous arrivâmes ici, il y a un mois à peine, et nous fûmes aussitôt nous présenter chez le frère de mon père. Il refusa de nous reconnaître.

Vainement ma mère invoqua le souvenir de mon pauvre père mourant; sir John resta impitoyable. Ni prières, ni menaces, ne purent le tirer de sa froideur glaciale.

— Je ne vous connais pas, répétait-il, je ne vous dois rien; sortez, ou je vous chasse?

C'est ainsi, monsieur, que nous avons été accueillies par cet homme cruel. Nous nous éloignâmes de lui le désespoir dans l'âme.

Nous essayâmes encore de le revoir, et toutes tentatives furent vaines. Nous nous adressâmes alors à des hommes d'affaires; mais, avant d'écouter même nos plaintes, il fallait leur déposer de l'argent, et nous en manquions complètement. Découragées et malades, ma pauvre mère dut garder le lit! Nous nous trouvions alors sans aucunes ressources, dans un pays étranger, loin de tous secours, loin de tous amis. Je vendis pièce à pièce nos vêtements et nos effets. Nous habitions à ce moment-là une chambre assez propre; mais, voyant notre misère, l'hôtesse qui nous la louait eut la cruauté de nous en chasser, et de faire porter ma malheureuse mère mourante dans le grenier fétide et malsain où vous nous avez trouvées. — Béni soyez, vous, monsieur, pour la protection que vous m'avez accordée, et sur le bonheur que vous avez répandu sur les derniers moments de ma mère.

Henri répéta à mistress Dudleigh tout ce que lui avait dit Marguerite, et ils décidèrent entre eux d'engager la jeune fille, puisque rien ne la rappelait en France, à rester encore quelque temps en Angleterre et à faire faire de nouvelles démarches auprès de sir John Maxwell. Celle-ci y consentit; mais elle voulut, pour ne pas être à charge à ses nouveaux amis, qu'ils la fissent entrer dans une maison d'éducation où elle pût donner des leçons de français. Le docteur s'engagea à chercher ce qu'elle désirait, à condition qu'en attendant elle resterait dans sa famille. Le temps se passa, et Marguerite, au milieu de ses jeunes amies, oubliait ses ennuis et quelquefois ses peines. Bonne, aimable, affectueuse, elle avait su se faire aimer de tous. C'était une fille pour mistress Dudleigh, c'était une sœur pour les autres jeunes filles. On commençait aussi à se comprendre, car entendaient aussi le français à merveille. Quelquefois pourtant la jeune fille demandait au docteur s'il ne lui avait pas trouvé la place qu'elle désirait; mais celui-ci répondait à peine, et un baiser de mistress Dudleigh

Le citoyen Malleville a essayé de répondre par des facéties et des saillies d'esprit à l'éloquent orateur de la Montagne; mais il a si mal réussi à produire l'effet qu'il se proposait, que la pitié est le seul sentiment qu'ait inspiré son essai de discours sur presque tous les bancs de l'Assemblée.

Des interruptions systématiques et des murmures calculés ont empêché de se faire entendre pendant longtemps le citoyen Charles Dain, qui n'a pu qu'à force de courage triompher du mauvais vouloir de l'Assemblée.

Un ordre du jour par et simple a terminé ce grave incident.

L'impôt du sel.

La question de l'impôt du sel revient devant la Chambre. Elle est palpitante d'intérêt. Dès demain nous saurons si le nouveau pouvoir veut se lancer franchement dans les voies d'amélioration et de dégrèvement des impôts qui pèsent essentiellement sur les classes populaires et sur l'agriculture. Par un amendement au projet de décret, tendant à autoriser le ministère à percevoir les douzièmes provisoires, les citoyens Durand-Savoyat, Laissac, Germain Sarrut, Joly, Grévy et plusieurs autres membres de la Montagne réclament l'abolition immédiate de cet impôt, à partir du 1er janvier. Si le ministère est de bonne foi, si le citoyen Bonaparte et ses nouveaux amis veulent tenir les promesses si longtemps faites à la nation, cet amendement passera sans discussion. Il sera même fâcheux pour le pouvoir actuel que l'initiative ne lui en appartienne pas. Mais nous craignons fort que le citoyen Passy ne défende le terrain pied à pied, et que nos honorables représentants de la Montagne ne succombent à cette lutte de bulletins, qui donne à l'aristocratie, dans le sein de l'Assemblée, une majorité de près de cinquante voix dans toutes les questions où le pouvoir marche avec lui. Si demain l'impôt du sel est maintenu, ces millions d'agriculteurs qui ont acclamé Louis Napoléon, pourront commencer à comprendre de quel côté sont leurs vrais amis. Répétons-le à satiété : La lutte est entre le capital d'une part, et la propriété et la main-d'œuvre de l'autre. Le capital resté toujours insaisissable, intailable, incorvéable, échappant toujours à tous les impôts, la propriété et la main-d'œuvre supportant seules le lourd fardeau des charges publiques. Le citoyen Bonaparte, nous le craignons fort, imitera les citoyens Garnier Pagès, Marie, Bethmont, Marrast, tous les avocats enfin du gouvernement provisoire qui, pour soulager la main-d'œuvre, ont commis le tort immense d'aggraver par l'impôt des 45 centimes le malaise de la propriété. Le citoyen Louis Bonaparte et ses conseillers perpétueront les traditions du passé, et ce ne sont certes, ni les citoyens Odilon-Barrot, ni Passy, ni Falloux qui voudraient troubler la tranquillité des citoyens agitateurs de la Bourse, des haut barons de la finance! Nous verrons bien dès demain; quoi qu'il en soit, le pays enregistrera le nom des défenseurs de la cause populaire et agricole, et ceux des souteneurs quand même, du privilège financier.

Dès demain, le citoyen Bonaparte aura prouvé au peuple des campagnes qui de lui ou des auteurs des amendements, comprend le mieux les intérêts du pays.

Le népotisme napoléonien.

Par arrêté du président de la République, le général de division Napoléon Bonaparte, ex-roi de Westphalie, vient d'être nommé gouverneur des Invalides, et le maréchal Molitor grand-chancelier de la Légion d'honneur. Nous ne voyons, dans tout cela, de sacrifié que l'honorable général Subervic. Nous comprenons cette flatterie du conseil envers l'oncle du président de la République.

Le citoyen Jérôme Bonaparte, dont la jeunesse fut orageuse et donna lieu à de sévères réflexions de la part de tous les hommes moraux, et qui plus tard se montra si inhabile général sous les murs de Smolensk, le citoyen Jérôme Bonaparte s'est réhabilité aux yeux de la nation dans cette courte et fatale campagne de 1815. On ne peut oublier qu'après le désastre de Waterloo il justifia, par une résistance opiniâtre, ce qu'il avait fait dire à Napoléon : *C'est ici que nous devons mourir!* Nous approuvons cette nomination; mais nous nous demandons si le citoyen Bonaparte eroira, dès ce jour, devoir ainsi inféoder les membres de sa famille aux hautes fonctions de l'Etat. Que le citoyen Bonaparte et les membres de son conseil veuillent bien comprendre que la France n'a point entendu recommencer

ou d'une de ses jeunes compagnes éloignait encore pour quelque temps cette triste pensée.

Le docteur s'était présenté inutilement aussi chez sir John Maxwell. — Ce sont des aventuriers, avait répondu celui-ci, d'ailleurs mes affaires ne vous regardent pas.

Un avocat célèbre avait conseillé au docteur de ne point s'engager dans un procès dont l'issue était incertaine; Harri n'espérait donc plus retrouver la fortune de sa jeune protégée; quand Dieu, qui se joue des projets des hommes, vint à son secours.

Une année s'était écoulée depuis l'entrée de Marguerite chez l'excellente mistress Dudleigh. C'était donc encore le 24 décembre, jour de *christ mass*, et la même fête rappelait les mêmes amis et les mêmes plaisirs. La douce figure de Marguerite était seule couverte d'une expression mélancolique. N'était-ce pas aussi l'anniversaire de la mort de sa pauvre mère? Mistress Mac-Dollan, qui s'était vivement attachée à l'aimable Française, cherchait à la distraire de sa triste préoccupation. Le repas était servi. On allait gaiement le commencer en plaisantant Harri sur celui de l'an dernier qu'il avait mangé froid, desséché et brûlé, quand tout-à-coup un violent coup de marteau ébranla la maison, et la domestique remit au docteur un billet qu'un homme venait, disait-elle, d'apporter en courant. Celui-ci eut à peine jeté les yeux, qu'une exclamation de surprise s'échappa de sa bouche.

— Vite! vite! Betty, mon chapeau! s'écria-t-il. Et, sans expliquer son départ, il sortit précipitamment.

— Au diable les médecins! dit à son tour la bonne Ecossaise; on ne peut pas même manger tranquillement avec eux. Est ce que nous allons l'attendre, cousine?

— Non, non, répondit mistress Dudleigh. Mettons-nous à table et soupons sans lui.

Le repas fut gai et se prolongea longtemps, dans l'espérance que Harri pût venir en prendre sa part; mais l'attente fut vaine, et ce ne fut qu'au milieu de la nuit qu'il entra. Il avait un air grave et préoccupé, mais assis, comme malgré lui, une satisfaction profonde se lisait sur sa figure. Chacune de ses sœurs vint le remercier du joli présent qu'il avait mis dans son arbre. Marguerite n'avait pas été oubliée; aussi tendit-elle amicalement sa main à Harri pour le remercier à son tour.

— Je vous ai conservé encore un cadeau plus précieux, dit-il en sortant de sa poche un papier qu'il lui tendit.

— Qu'est-ce que cela? dit la jeune fille en s'en emparant avec curiosité. Elle l'ouvrit en riant.

une dynastie, et que ce serait une faute grave de la part des citoyens Bonaparte et Barrot de jeter les fonctions en pâture à leurs deux familles. Depuis 1830, on le sait, la famille Barrot a toujours eu moyen de se trouver bien colloqué sous les gaules du trésor. Cela est fâcheux à dire, mais l'opposition de dix-huit ans plus rapporté, financièrement parlant, au citoyen Barrot que ne lui eût rapporté la manipulation même des affaires..... Tirons un voile sur ce passé; mais que le citoyen Barrot ne se fasse pas trop le complaisant de l'entourage du président de la République, et que le citoyen Bonaparte comprenne que le vote universel n'a pas donné à sa famille la France à la curée. Nous savons qu'il s'agit maintenant de doter le fils du citoyen Jérôme!!! Attendez.

La nomination du citoyen de Falloux au ministère de l'instruction publique est la première faute grave commise par le citoyen Louis Bonaparte. Si elle lui a été imposée par le parti légitimiste, le citoyen Bonaparte ne tardera pas à apprendre ce que valent les étreintes de pareils amis. Le citoyen de Falloux, en entrant au ministère de l'instruction publique, ne saurait briser les liens qui l'ont attaché jusqu'à ce jour à l'enseignement congréganiste. Le citoyen de Falloux, c'est le citoyen Montalembert moins compromis, c'est une pauvre doublure des citoyens Liutard, Loriguet et consorts; le citoyen de Falloux, c'est le disciple de cet historien qui faisait du *marquis Bonaparte* le lieutenant-général des armées du roi Louis XVIII; le citoyen de Falloux, c'est le restaurateur de Doble, de Montmorillon, de Saint-Acheul; le citoyen de Falloux, c'est le metteur en train de ce système qui, depuis près de quarante ans, tend à détruire pièce à pièce le grand œuvre d'une Université nationale. Heureusement, le citoyen de Falloux trouvera, dans l'Assemblée nationale et dans toutes les nuées de cette Assemblée, des hommes énergiques qui défendent pied à pied le terrain universitaire et le droit de l'Etat de veiller à l'éducation des enfants du pays. Les citoyens Carnot, Jean Renaud, Barthélemy Saint-Hilaire, Germain Sarrut, Gatten Arnoult, Jules Simon et beaucoup d'autres encore, apprendront au nouveau ministre que l'heure des jésuites n'est pas encore venue, à moins que ce ne soit l'heure finale de leur abaissement nouveau.

Nous ne l'ignorons pas, le citoyen Falloux fera, dans l'Université, plus de mal en détail que par la présentation des lois; il bouleversera le personnel en quelques jours; il remettra le clergé en possession des hautes chaires, il jettera la défiance et le découragement dans l'esprit de tous.

Les dénonciations reviendront à l'ordre du jour, et nous allons voir renaitre les belles traditions de 1824 et du ministère Frayssinon. Disons-le franchement, au nombre des malheurs que nous avait fait prévoir l'élection du citoyen Louis Bonaparte, nous n'avions pas compté le retour des jésuites. Espérons dans l'énergie des représentants de la Montagne. Ils comprendront sans doute que le principe démocratique doit triompher à jamais par le développement de l'intelligence des masses, et que ce développement ne doit pas être confié au plus implacable ennemi de la Révolution. Quant au citoyen Bonaparte, il est permis aujourd'hui de se défier de toutes ses tendances aristocratiques en le voyant faire alliance avec les hommes dont la seule présence a toujours été pour la France un signal de désordre; et qu'on ne nous accuse pas de vouloir porter ici atteinte à la religion; la Révolution de Février a prouvé ses sympathies pour les doctrines du Christ; mais aussi, il nous appartient de dire bien haut tout ce que nous inspire de répulsion ces hommes qui ont fait en tout temps métier et marchandise de leurs principes religieux. Espérons cependant que sous peu de jours l'Assemblée nationale aura fait rentrer dans le néant le brûlot ministériel. Si le citoyen Barrot faisait pour lui une question de portefeuille de son association avec le citoyen de Falloux, le citoyen Barrot serait sans doute brisé lui-même.

Les Courtisans, le Neveu et l'Oncle.

Le *Moniteur du soir* fait observer que chacun admirait, à la revue, la grâce avec laquelle M. Louis Bonaparte maniait son cheval, le *Moniteur-Beudois* aurait dû dire aussi que chacun remarquait l'habileté avec laquelle le président-écuyer taquinait son coursier, afin de déployer toute sa grâce. M. Bonaparte est en effet un émule de M. Baucher. Pauvre *Moniteur du soir*, où va-t-il chercher ses éloges? il eût bien dû nous expliquer à quel titre M. Bonaparte s'est affublé du costume de général en chef des gardes nationales. M. Bonaparte n'est point comman-

— Un testament! s'écria-t-elle, celui de sir John Maxwell; n'est-ce point un reve, Harri? Pour Dieu, expliquez-vous, afin que je comprenne ce qui me paraît une plaisanterie cruelle.

— Non, ce n'est point une plaisanterie, chère Marguerite, je ne m'en permettrais pas, vous le savez, une semblable, répondit Harri avec gravité. Tout-à-l'heure, quand j'ai dû vous quitter, j'étais appelé au plus vite par sir John Maxwell, qui venait d'être frappé d'une attaque d'apoplexie. Je lui prodiguais tous mes secours, et quand il eût repris sa connaissance :

— Le ciel est juste, docteur, s'écria-t-il, mais je veux réparer mon crime. J'attends un homme de loi, je l'ai fait demander en même temps que vous lorsque je me suis senti frappé. Dieu m'accordera peut-être la vie à cette condition.

Il me regarda en prononçant ces paroles. Sans doute il lut sur ma figure que tout espoir était perdu pour lui, car il poussa un profond soupir et laissa tomber sa tête avec découragement. Ce fut en vain que je lui prodiguais des consolations; il semblait ne pas entendre. Celui qu'il attendait vint enfin; il fit le testament que voici; puis, comme si tout cela avait trop fatigué le malade, il fut atteint d'une crise nouvelle; et, malgré les plus actifs secours, il ne reprit plus connaissance et rendit le dernier soupir.

— Eh bien, Marguerite, vous voilà riche et grande dame maintenant, dit mistress Mac-Dollan; mais, malgré votre fortune que l'on dit immense, car sir John Maxwell était plus que millionnaire, vous n'oublierez pas vos amis, n'est-ce pas, même quand vous aurez épousé un lord et pair d'Angleterre?

— Et vous m'invitez à votre noce? chère Marguerite, dit en riant la petite Sara.

Marguerite s'avança vers le docteur et lui tendant la main en rougissant :

— Vous, mon ami, mon frère, ne voulez-vous pas devenir plus encore, et partager avec moi cette fortune que je ne dois qu'à vos bontés? lui dit-elle.

Harri prit la main qui lui était tendue; et, s'inclinant devant Marguerite, fit le serment de la rendre heureuse.

— Les légendes ont raison, s'écria en riant mistress Mac-Dollan; vous voyez que notre superstition écossaise n'est pas trop fautive, et qu'une bonne action dans la nuit de Noël a toujours porte bonheur.

M. DE BASSANVILLE.

tant, la Constitution le lui interdit. Qu'il se compose, s'il le juge convenable, des toilettes à la Murat, des oripeaux de théâtre, mais qu'il apprenne qu'il n'a pas le droit de prendre les insignes du commandement militaire que les suisses de paroisse et les chasseurs de grande maison, n'ont celui de porter les épaulettes de colonel. M. Louis Bonaparte eût été bien plus logiquement vêtu de la défroque d'un tambour-major que de celle d'un général en chef. La toilette d'un président de la République doit être un habit noir coupé, d'une écharpe municipale à fortes crépines. Tout au plus peut-on lui autoriser dans la coiffure le chapeau demi rabattu de Henri IV, qu'avaient adopté Robespierre et Barras. A ce sujet, nous raconterons à M. Bonaparte une anecdote de circonstance : Les flatteurs de notre principale ville manufacturière, ayant offert au premier consul Bonaparte, un habit enrichi par des broderies de luxe, Bonaparte le refusa en ces mots : « Merci, Messieurs, mais un homme doit valoir par lui-même et non par le luxe de sa toilette. » Bonaparte, en effet, ne commit que rarement la faute de revêtir le manteau impérial.

Les Banquets parisiens.

On nous écrit de Paris, à la date du 25 décembre :

« La nouvelle donnée, il y a deux jours, qu'un conseil des ministres, sous la présidence du citoyen Bonaparte, aurait résolu de rétablir, en Italie, le pape dans ses droits temporels, ne fait que se confirmer.

« La République française va donc s'allier avec la Prusse et l'Autriche, contre l'aspiration des peuples vers la liberté. Cet événement, si grave dans les circonstances où se trouve l'Europe, a donné une nouvelle impulsion à la tendance vers les banquets que manifeste depuis Février la démocratie parisienne. Plus que jamais, les républicains sentent le besoin de s'unir et de fraterniser pour lutter avec plus de succès, par l'ensemble des forces réunies, contre les ennemis communs, les aristocrates du capital, les aristocrates de la fonction, les aristocrates de la tradition mobilière.

« Dans cet effort que fait la démocratie vers une émancipation définitive, les républicains sentent qu'il faut non-seulement comprendre les facultés actives de la France, mais celles encore de tous les pays de l'Europe.

« C'est l'idée qui a donné naissance au *Banquet des démocrates-socialistes Français et Allemands*, qui a eu lieu hier à la barrière du Maine.

« Dans ce banquet, le citoyen Ewerbeck, secrétaire de la *Réunion Allemande-Parisienne*, a porté un toast à l'*Alliance intellectuelle, morale et physique de la France et de l'Allemagne*.

« Citoyens, a dit le démocrate Allemand, je porte ce toast à l'alliance intime des démocrates de ces deux pays, alliance trois fois sainte et bien autrement sacrée que l'alliance infâme de ces gouvernements despotiques, qui bientôt vont disparaître, chassés par le mépris et le fer vengeur.

« La réaction triomphe, à l'heure qu'il est, partout en Europe. Il n'est pas un pays, reconnaissons-le hautement, où elle n'ait arboré son vieux drapeau souillé de perfidies et d'iniquités de toute espèce.

« Serons nos rangs, frères, et reprenons l'essor qui convient à notre bonne cause. Français, Allemands, considérons-nous comme l'avant-garde de la République prolétaire qui proclame et réalise le *droit au travail*, en assurant de l'ouvrage, du pain et de l'instruction à tous les citoyens; regardons-nous comme l'armée de l'humanité et la sauvegarde des opprimés.

« La réaction, ce monstre hideux à mille têtes, qui triomphe malgré 93, malgré 1830 et malgré 1848, c'est l'opposition que le privilège incarné dans la haute bourgeoisie et l'aristocratie, fait contre les non privilégiés. Tenons-nous prêts, citoyens; l'heure approche!

« Français, vous viendrez en Allemagne, car les hordes sauvages de l'empereur Nicolas se ruent vers l'Occident, et les contrées allemandes seront le vaste champ de bataille que se livreront la civilisation et la barbarie. Français, venez en soldats de la liberté, de l'égalité et de la fraternité; en guerriers de l'émancipation; ne venez pas en conquérants, et soyez sûrs qu'à côté de vous l'Allemagne combattra et terrassera aux cris de vive la République française, tous les tyrans et leurs valets.

« Les bourreaux des rois allemands aiguissent déjà leurs haches et tendent leurs cordes; la haute bourgeoisie s'est ralliée, depuis le mois de juin, à ses maîtres. Les massacres de Vienne et la compression sous laquelle Berlin gémit, en sont la preuve. Cette haute bourgeoisie financière a déjà joint, à Milan, le rôle de Judas Iscariote; elle voudrait le jouer encore ailleurs. Veillons, citoyens Allemands et Français!

« Déjà le général Wrangel, ce fameux vainqueur des Danois, s'apprête à prendre son poste aux bords du Rhin pour nous faire face, par la poudre et le plomb, aux démocrates Allemands qui voudraient s'appuyer sur le secours de la République française. Déjà les Gallophages, c'est-à-dire les fous et les intrigants, ces ennemis implacables de la nationalité gauchoise, commencent à lancer leurs pamphlets; la réaction allemande traîne ses conspirations presque en plein jour; mais la démocratie allemande est là pour y tenir la main.

« Allemands, insurgeons-nous derrière nos despotes, alors qu'ils se promèneront orgueilleusement sur les bords du Rhin, montés sur les chevaux caparaçonnés.

« Insurgeons-nous sur les bords de l'Elbe et de l'Oder, et faisons tourner la guerre, qui bientôt va éclater, au profit commun des démocraties française et allemande.

« Organisons, en Allemagne, la terreur contre les injustes. Vivent la France et l'Allemagne, démocratiques et sociales!

« Outre ce toast du citoyen Ewerbeck, qui a été plusieurs fois interrompu par des salves d'applaudissements, le poète du peuple, Lachambaudie, surnommé à si juste titre le Lafontaine du jour, a récité le *Mât de Cocagne*, une de ces ravissantes fables dont le public est si avide.

« Au citoyen Lachambaudie a succédé le citoyen Festeau, autre poète fort aimé, qui a captivé au plus haut point l'attention de l'Assemblée par une délicieuse pièce de vers intitulée : *La République en danger!*

« Après les hommes qui s'adressaient au cœur des patriotes sont venus ceux qui voulaient parler à leur raison.

M. Hervé, un des présidents du club Montesquieu, a porté un toast à la *Fraternité des peuples*.

L'auteur de ce toast s'est attaché à développer, dans ce langage que les démocrates aiment tous les jours davantage, la nécessité d'une alliance entre les démocrates allemands et français, pensée développée déjà, sous une autre forme, dans le discours du citoyen Ewerbeck. Selon le citoyen Ewerbeck, l'Allemagne, pays de la pensée et de l'émancipation intellectuelle, de la religion et de la philosophie, l'Allemagne, patrie de la réforme cléricale, l'Allemagne, alliée avec la France, sera un rempart invincible pour la liberté, l'égalité et la fraternité européenne.

Le citoyen Maurice Hess a porté, à son tour, un toast aux grandes mesures révolutionnaires.

Le président de la réunion allemande-parisienne a développé avec une grande hardiesse cette pensée que les minorités ont le

droit de s'insurger contre les gouvernements subis et non élus par les peuples. Cette apostrophe vigoureuse, à l'adresse de tous les despotes plus ou moins constitutionnels, a trouvé dans l'assemblée de chaleureuses sympathies.

Nous regrettons que le défaut d'espace ne nous permette pas de faire à chaque toast la part qu'il mériterait; mais nous voulons au moins signaler au pays les citoyens qui les ont portés.

Les voici dans l'ordre où nous souvenirs nous les rappelle. Le citoyen Scmitz, ouvrier allemand, à la fraternité des ouvriers! Le citoyen Légier, ouvrier français, à l'Allemagne! Le citoyen Appung, négociant allemand: *A la France!* Le citoyen Albert Maurin: *Au souvenir des victimes politiques et particulièrement de Robert Blum!*

Le citoyen d'Althon-Shée, ancien pair de France, président du congrès central parisien, ne pouvant, par suite d'indisposition, se rendre au banquet auquel il avait promis d'assister, avait envoyé son toast qui a été lu au milieu des plus vifs applaudissements.

La salle était décorée de drapeaux allemands et français, et de distance en distance on lisait en grosses lettres, les noms de Barbès, Blum, Messenhauser, Caussidière, Louis Blanc, etc.

Une trentaine de dames assistaient également à cette fête patriotique et fraternelle. Mme Adèle Esquiros a fait lire par un membre du bureau un toast fort goûté de l'assemblée.

La réunion, que n'a nullement troublé l'intervention de la police, s'est séparée aux chants de la *Marseillaise* et du *Chant du Départ*.

C'est la semaine des banquets, chaque jour compte le sien, quand il n'y en a pas plusieurs dans la même journée. Nous sortons d'une réunion qui nous a vivement émus. Plus de trois mille personnes, réunies dans la salle Valentino, par les soins de jeunes, nombreuses et belles dames, ont célébré dans une fête fraternelle l'anniversaire de la naissance du Christ, ce grand émancipateur de l'humanité.

LE MARÉCHAL BUGEAUD A L'ARMÉE DES ALPES

Le Cincinnatus du juste-milieu ne peut ou ne veut pas séparer, dans aucun de ses actes, sa double gloire de grand général et de profond économiste. La poursuite si persévérante, mais si peu heureuse d'Abd-el-Kader, les trophées de Blaye, les lauriers de la rue Transnonain ne suffisent pas à son ambition.

Le maréchal Bugeaud profite d'un ordre du jour à l'armée des Alpes pour enseigner l'exercice industriel à tous les travailleurs de France.

Ne croyez pas au progrès, n'espérez pas une légitime amélioration dans votre sort, ne vous inquiétez pas de l'avenir; vous n'avez à choisir qu'entre le mal d'aujourd'hui et le pire de demain.

Qu'est-ce qui vient donc nous parler de droit au travail ou d'association? Silence, utopistes! un bon roulement de tambour, et écoutez la voix du grand maréchal:

Paris, le 24 décembre 1848.

Soldats de l'armée des Alpes, Le président de la République ne pouvait mieux honorer ma longue carrière qu'en me plaçant à votre tête! C'est me donner la certitude que je pourrai rendre de nouveaux et grands services à la France, s'il se présente des circonstances où elle ait à faire appel à votre valeur et à votre dévouement.

Six ans de guerre en Afrique m'ont démontré que nos jeunes armées n'ont pas dégénéré et qu'elles sauraient imiter les armées de la République et de l'empire.

Vous êtes trop bons citoyens pour désirer la guerre, mais vous voudriez tous la faire si elle venait à éclater.

Vous serez, en attendant, les fermes défenseurs de la loi. Vous comprendrez tous que l'ordre est la plus sûre garantie de la vraie liberté et de la prospérité publique; que l'ordre est encore plus nécessaire aux masses des travailleurs qu'aux classes qui, par leur travail, sont arrivées à l'aisance. Il n'y a rien d'aussi populaire que l'ordre. Vous êtes, nous sommes tous enfants du peuple, nous saurons donc lui garantir ce bien inappréciable sans lequel il ne joindrait d'aucune des libertés conquises.

Si ma santé me le permettait, je serais déjà au milieu de vous, car j'éprouve le besoin de connaître les régiments que je n'ai pas encore vus et de renouveler connaissance avec ceux dont j'ai partagé les travaux et la gloire en Afrique.

Je le ferai dès que mes forces seront revenues. D'ici là, je me reposerai avec une entière confiance sur votre bon esprit et les habitudes de discipline qui sont de tradition parmi vous. Elles ont été soigneusement entretenues dans vos rangs par l'honorable et habile général auquel je succède dans le commandement de l'armée des Alpes, et dont je suis assuré que vous vous séparerez à regret.

Signé: Maréchal BUGEAUD D'ISL.

Nouvelles d'Italie.

Turin, 21 décembre. — Un banquier de Turin disait hier dans l'étude d'un avocat, que si l'on ne demandait que 10,000 fr. pour faire tomber le ministère Gioberti, il les paierait de suite.

Rome 20 décembre. — Notre ville est très agitée. Si le peuple n'y prend garde, notre gigantesque Révolution sera réduite à de minimes proportions.

La réunion des chambres, qui devait avoir lieu pour établir un gouvernement provisoire et proclamer la constituante, n'a pas eu lieu.

Les rues et les places sont occupées par les troupes et la garde civique, prêtes à en venir aux mains. Une bataille terrible se prépare.

(Corriere Livornese.)

— Nous recevons, par la voie directe de Rome, la nouvelle qu'à la suite des grandes manifestations dont nous venons de parler, une junta provisoire a été établie; elle se compose du prince Corsini, sénateur de Rome; du comte Camerato, Confalonier d'Ancone, et de l'avocat Galetti.

Les chambres étaient réunies pour délibérer sur la nécessité de nommer immédiatement une Constituante pour l'état romain.

Suspension du commandant de la garde nationale d'Auch.

Le jeudi 14 décembre, le commandant de la garde nationale d'Auch, fit une allocution de circonstance à ses camarades, réunis pour le maintien de l'ordre. C'était le jour du recensement des votes du département.

Les réactionnaires ont trouvé que cette allocution était républicaine, et tout-à-fait républicaine dans l'esprit et dans les termes; bien plus, ils ont jugé que le commandant avait, en parlant à ses camarades, pris le ton et le geste d'un franc républicain.

Les roquets et les peureux de toutes les couleurs ont crié au

scandale des scandales! Comment tolérer de telles licences lorsque les modérés triomphent? Aussitôt, plaintes sur plaintes; et ici, et, dit-on, vers Paris.

Nos républicains fonctionnaires avaient d'abord applaudi et fortement applaudi; — bientôt ils ont trouvé que l'allocution n'était ni bien, ni de saison, — et bientôt encore, ils ont découvert qu'elle devait être détestable.

Par suite, le commandant a été suspendu pour deux mois. C'est à ne pas y croire, quand on est républicain.

On dit que les messieurs de la mairie et les messieurs de la préfecture ont envoyé leur démission aussitôt qu'ils ont su la nomination du ministre Léon de Malleville. C'est prudent, sans doute, et même honorable; mais cela ne s'accorde guère avec la rigueur exercée contre un commandant aux idées républicaines.

Certains esprits mal faits osent dire que nos messieurs garderaient volontiers leurs places si le ministre le voulait. Nous avons meilleure opinion de leurs vertus républicaines, et nous persistons à croire qu'ils ne trouveront pas, que le tout serait pour le mieux, à la seule condition d'être conservés.

Lorsque, dans deux mois, le commandant reprendra ses fonctions, nous serons édifiés sur le compte de chacun.

Nous n'attendons pas cette époque pour publier son allocution.

(Franc-Parleur.)

BOURSE DE PARIS DU 26 DÉCEMBRE.

Les interpellations qu'on doit faire à l'Assemblée nationale, jointes à la question de l'amnistie, préoccupent tous les esprits et refroidissent d'avance le marché.

La rente, laissée samedi à 77 30, ouvre faiblement à 77, descend jusqu'à 76, pour fermer à 76 30 fin courant et 76 25 au comptant. C'est une baisse de 1 fr.

Le 3 0/0, de 47 50, débute lourdement à 47, tombe à 46 10 et finit à 46 50 à terme, en perdant 1 fr. L'emprunt fait 76 35.

La banque de France commence et finit, comme au dernier cours de fermeture, à 1,770, après avoir coté 1,790.

Les chemins de fer varient. Orléans perd 2 50 à 737 50, ainsi que le Nord, qui n'est plus qu'à 393 75. Avignon-Marseille est stationnaire à 190.

La bourse a été constamment lourde et impressionnée par les discussions qui ont eu lieu, dit-on, dans le conseil des ministres.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Paris, le 26 décembre 1848.

Nous rappelons au souvenir du président du conseil des ministres quelques paroles prononcées par lui, alors que les doctrinaires voulurent interpréter la révolution de juillet au profit de leurs idées égoïstes et de leur ambition, et la réduire à la substitution d'une branche à une autre.

« Il nous importe à tous, disait M. Odilon-Barrot, de bien connaître le principe de notre révolution, car les erreurs seraient funestes. Un homme plus puissant que nous a expié cruellement cette erreur. Lorsque, après quelques jours d'absence, revenant sur le sol de la patrie, n'ayant aucune considération pour l'immense révolution qui s'était opérée, il pensa qu'il n'avait qu'à recommencer l'histoire de l'Empire, et fit paraître ce fameux acte additionnel, qui, à l'instant, pervertissant l'esprit de la révolution qui l'avait appelé, l'a tué bien plus que les armes étrangères. »

Que cette inspiration sincère, véritable cri d'une conscience convaincue, serve de règle de conduite au Gouvernement actuel, au cabinet dont M. Odilon-Barrot est le chef, autrement il exposerait la France à des désastres bien autrement graves que ceux auxquels nous a entraînés le fatal gouvernement de Juillet.

Oui, que le président Bonaparte ait toujours présenté à ses yeux cette expiation de son oncle pour avoir méconnu l'impresscriptibilité de la souveraineté du peuple; qu'il reste fidèle au principe démocratique qui l'a fait ce qu'il est, qu'il repousse loin de lui les suggestions ambitieuses de son entourage et il conservera, mais il conservera intacte la force qu'il tient de la volonté du peuple sans avoir à craindre les rivalités qui s'agitent autour de lui

— Des cris de *Vive l'amnistie* se sont fait entendre à la revue de dimanche. On assure que Louis Napoléon a répondu: « Oui, mes amis, vous aurez l'amnistie. » Il n'en est pas question dans son programme du ministère.

— On nous assure que tous les généraux qui avaient été mis en disponibilité par le gouvernement provisoire, vont être réintégrés dans l'armée.

— Savez-vous pourquoi M. Thiers ne veut pas représenter la France au congrès de Bruxelles?

C'est que sa présence à Paris est indispensable dans les circonstances graves où se trouve le gouvernement.

Pauvre France! que deviendrait-elle, si elle perdait M. Thiers! Et c'est sérieusement que les journaux nous racontent des balivernes de cette force.

— Le citoyen Ruiz, préfet de la Nièvre, vient d'envoyer sa démission au ministre de l'intérieur.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Séance du 26 décembre.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN MARRAS.

Deux heures un quart. L'Assemblée est nombreuse et agitée. Le citoyen Lubert (Gironde) écrit pour donner sa démission. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif à l'impôt du sel.

Le citoyen Avond présente des considérations générales sur cette question. Il rappelle le décret du gouvernement provisoire annonçant, pour le 1^{er} janvier prochain, l'abolition de l'impôt sur le sel, décret contre lequel deux ministres successifs, les citoyens Goucheux et Trouvé-Chauvel, ont proposé de revenir.

La voix de l'orateur se perd dans le bruit des conversations. Le citoyen Odilon-Barrot a la parole. Le silence se rétablit. Il donne lecture d'un discours écrit au nom du président de la République et de ses collègues du ministère.

L'élection du 10 décembre vient, dit-il de manifester dans la société une union auquel le gouvernement doit s'associer. Le but auquel nous devons tendre, c'est l'ordre, l'ordre matériel et l'ordre moral. Le gouvernement républicain ne sera affermi que le jour où nous aurons fermé définitivement l'époque révolutionnaire. Nous avons constitué puissamment l'ordre matériel. Nous avons voulu empêcher jusqu'à la pensée du désordre et prévenir une répression toujours douloureuse. Il faut qu'enfin le

calme renaisse et que chacun puisse compter sur le lendemain. Il faut que le travail et le crédit renouent. Ce désir n'est déjà plus un désir, c'est un fait. L'agriculture, le commerce ont en beaucoup à souffrir. Il faut tenter de les relever sans faire sortir l'Etat de son rôle normal.

L'Assemblée a déjà compris qu'il nous faut rentrer dans la voie normale. Sans doute l'Etat ne doit pas s'abstenir; mais nous pensons que la direction de l'Etat doit être substituée à l'exécution directe par l'Etat. Nous avons contracté la malheureuse habitude d'attendre de l'Etat ce que dans d'autres pays on attend de l'initiative individuelle.

Quant aux rapports de la France avec l'étranger, nous trouvons des négociations ouvertes sur tous les points, et cette situation nous condamne à une grande réserve. Nous tâcherons de ne jamais engager témérairement la parole de la France, et nous ne promettons que ce que nous pourrions tenir.

La protection de la société, la sécurité publique ne doivent pas sans doute devenir une fin de non recevoir absolue contre toute innovation, contre tout progrès. Le progrès est une nécessité de la société.

Nous avons une grande tâche à remplir; nous comptons sur votre concours patriotique. (Vive agitation.)

Le citoyen LEBRU-ROLLIN. (Profond silence.) Un fait, depuis quelques jours, ému l'opinion publique. Je veux parler des pouvoirs confiés au général Changarnier. Je n'ai pas besoin de dire que mes interpellations n'ont rien de personnel. Il ne s'agit pas ici de la personne du général Changarnier. Il s'agit de savoir si la constitution a été ou non violée par l'acte qui confère au général Changarnier le commandement en chef des gardes nationales de la Seine, et de toutes les troupes cantonnées dans la 1^{re} division militaire.

Les pouvoirs qui lui sont donnés sont excessivement étendus. Ils vont, en certaines circonstances, jusqu'à une dictature de vingt-quatre heures.

L'Assemblée comprendra que je ne peux pas discuter si le commandement de la garde nationale est compatible avec le commandement de l'armée; j'ai quelque chose de plus grave.

Cette ordonnance donne à un citoyen qui ne relève plus du ministre de la guerre, qui a le commandement dictatorial absolu de 350 à 400,000 hommes de troupes, sous la seule condition, non pas de faire approuver par le ministre de la guerre, mais de lui en rendre compte dans les vingt-quatre heures.

Il y a là quelque chose d'exorbitant, de profondément anormal, d'incompatible avec le gouvernement républicain. Nous avons renversé la royauté parce qu'elle était irresponsable, et voilà qu'on nous crée un nouveau pouvoir irresponsable, un dictateur militaire qui ne dépend pas des ministres, qui ne peut pas même être renversé par un vote, qui ne peut être responsable qu'après sa trahison, c'est-à-dire lorsqu'il n'est plus temps. (Très bien! très bien! Vive approbation.)

Il y a là quelque chose de si exorbitant, que je ne comprends pas qu'il se soit trouvé un homme pour le contresigner. (Murmures à droite. — Très bien! à gauche!)

Non-seulement cette nomination est en désaccord avec notre constitution, avec le gouvernement républicain, mais elle est en opposition flagrante avec la loi de 1831 sur la garde nationale. Le texte est formel.

Aucun officier-général de terre ou de mer exerçant un emploi actif ne pourra être nommé commandant des gardes nationales. Est-ce que le général Changarnier, qui commande aux troupes de cinq ou six départements n'a pas un emploi actif?

Le texte est formel, absolu; et remarquez bien que, dans la loi de 1831 il est question d'officiers aux ordres du ministre de la guerre, et que le général Changarnier n'est pas même placé sous l'autorité du ministre responsable.

Nous voulons tous appliquer la constitution. Eh bien! ne commencez pas à la violer par votre premier acte. (Très bien!)

Vous nous parlez beaucoup d'ordre dans votre programme; eh bien! commencez donc par respecter l'ordre, commencez par respecter les lois écrites et formulées. (Très bien.)

Ne commencez pas l'inauguration de notre République par une violation flagrante de la constitution, violation d'autant plus menaçante pour la liberté, qu'elle peut se combiner avec la nomination d'un commandant de l'armée des Alpes, qui pourra, dit-on, placer son quartier-général à Bourges. (Sensation.) Je demande si sous cette double pression nous pouvons dire que nous vivons au sein d'un pays libre. (Très bien! très bien! bravos!)

Le citoyen ODILON-BARROT. Je m'empresse de répondre à l'interpellation qui nous est adressée. Nous voulons tous respecter la constitution. (Des conversations s'établissent sur un grand nombre de bancs et interrompent souvent l'orateur.)

On nous reproche les nominations du général Changarnier et du maréchal Bugeaud, dans la Seine et à l'armée des Alpes; mais la responsabilité de ces fonctionnaires est complète (allons donc! — Vives rumeurs), leur responsabilité est entière. (Allons donc! allons donc! — Une voix: Très bien! — De toutes parts: Chut! chut!)

Le ministre de la guerre est responsable des actes du général Changarnier. (Violentes rumeurs.) Le ministre de la guerre a délégué une partie de ses droits, mais il en a conservé la responsabilité. (Vives rumeurs.) La responsabilité sera donc d'autant plus grande que la confiance sera plus entière. (Nouvelles rumeurs.)

La question constitutionnelle est intacte, il n'y a en dehors qu'une question d'appréciation. (Allons donc! — Violentes rumeurs sur tous les bancs.) A côté de la question constitutionnelle, il y a la question d'utilité. Cette délégation, fort étendue, j'en conviens, est-elle utile?

Quelques légitimistes. Très bien! (Violentes réclamations sur la plupart des bancs.)

Le citoyen O. BARROT. Je le reconnais dans les circonstances ordinaires, dans un état normal, il est bon et légal que la garde nationale ne se trouve pas sous le même commandement que les troupes. (Et la loi? et la loi? Je n'abaisserai pas le débat, je ne discuterai pas les textes. (Rires ironiques hilarité et murmures sur tous les bancs.)

Le texte de la loi n'est applicable qu'aux circonstances ordinaires. (Vives rumeurs.)

Une voix. Rétablissez l'état de siège, alors (C'est cela.)

Le citoyen O. BARROT. Je prends l'esprit de la loi là où je n'aurai pas sa lettre. (Ah! ah! Rumeurs prolongées.)

Je demande à l'Assemblée, je m'adresse à la loyauté de toutes les opinions. Je ne rencontre ici aucune hostilité systématique. (Non! non!) Eh bien, je dis que les textes que vous invoquez et dont je désire l'application la plus large, ne sont pas applicables aujourd'hui. Ces textes ont été laissés de côté toutes les fois que la situation a demandé la réunion des deux pouvoirs sur une seule tête. (Rumeurs.)

Sommes-nous donc si éloignés de cette époque où les bases mêmes de notre société ont été mises en question pour venir nous jeter à la tête des textes de loi. L'armée, qui a sauvé Paris, veille et doit toujours veiller à la conservation de la République qui ne résisterait pas aux perturbateurs.

Le citoyen AYLIES. Et les légitimistes. (Très-bien.)

A gauche. Demandez alors l'état de siège.

Le citoyen O. BARROT. Nous sommes responsables de la tranquillité intérieure. Vous nous avez longtemps entreteints des dangers que courait la société; vous vous en êtes fait une arme; nous avions une transition difficile à passer, eh bien! qu'auriez-vous dit, si au moment où nous arrivions au pouvoir la dixième partie du danger que vous prévoyez eût éclaté? C'est alors que vous auriez eu raison de nous accuser d'avoir failli à nos devoirs.

Au lieu de transporter au commandant de la ligne la garde nationale, comme cela s'est fait autrefois pour le maréchal Gérard, sous la monarchie, nous avons transporté le commandement au chef de la garde nationale; mais, entendons-nous bien, c'est temporaire. (Explosion de cris au centre.)

J'appelle de tous mes vœux le moment où l'opinion publique demandera le renvoi de ces troupes agglomérées aux points où elles étaient autrefois placées.

Il faut que nous puissions faire avec calme ces lois qui nous restent à faire avant que nous paraissions tous devant notre juge à tous, le pays.

Le citoyen Odilon Barrot descend majestueusement de la tribune. Le citoyen Ledru-Rollin. J'avais posé aussi nettement que possible une question constitutionnelle. Le ministre de la justice, ne pouvant répondre au texte, s'est jeté dans des développements oratoires. Cette tactique n'est pas nouvelle, nous la connaissons. (Hilarité sur tous les bancs.)

Le citoyen Odilon Barrot vient de faire précisément ce que dans l'ancienne chambre nous reprochions au gouvernement monarchique.

La constitution et la loi sont violées.

Le citoyen AYLIES. Quel article?

A gauche. L'art. 63.

Le citoyen Ledru-Rollin. Je dis que la loi et la constitution sont violées. Eh! le ministre de la justice s'est bien gardé de lire le texte de l'ordonnance qui confie au citoyen général Cavaignac les commandements impériaux dont il est investi.

Voici comment la constitution est violée, comment un officier supérieur qui commence à sept ou huit départements et aux gardes nationales de la Seine, et cela sous la seule condition de rendre dans les vingt-quatre heures, et vous dites qu'il y a là une responsabilité sérieuse! (Vive approbation.)

Permettez-moi, citoyens, une supposition pour faire comprendre mon raisonnement, supposez qu'une armée envahisse l'Assemblée et dissolve la représentation nationale. (Mouvement.)

Si une armée se conduisait ainsi, — et les pouvoirs donnés au général Changarnier rendraient la chose possible, — si une armée se conduisait ainsi, je vous demande ce que signifiait l'obligation de rendre compte dans les 24 heures. (Sensation.)

Le citoyen MALLEVILLE, ministre de l'intérieur. Je suis heureux de voir un ministre du gouvernement provisoire éprouver un scrupule de légalité. (Bravos à droite.) Je le félicite de ce progrès personnel. Je demanderai à ceux qui nous attaquent de ne pas jouer si légèrement avec ces mots de violation de constitution; car moi, le jour où j'accuserais un ministre d'avoir violé la constitution, j'apporterais en même temps une proposition d'accusation. Ah! citoyens, ne chicaniez pas l'ordre, car nous ne voulons pas chicaner la liberté. (Très bien, à droite; murmures à gauche et au centre.)

Le citoyen Charles DAIN. Il vient de tomber de cette tribune des paroles contre lesquelles, pour moi compte, je dois protester. Oublie-t-on qu'on parle devant l'Assemblée qui a décrété que le gouvernement provisoire avait bien mérité de la patrie. Tout individu qui vient dans cette enceinte attaquer la dictature révolutionnaire du gouvernement provisoire (Interruption) dictature sanctionnée par le peuple. (Explosion de réclamations à droite.)

Le citoyen Charles DAIN. Cet individu remet en question la révolution de Février elle-même. (Murmures à droite.) Quoi qu'il en soit, je viens à la question elle-même.

L'orateur, sur ce point, ne sait que reproduire, ou mieux, résumer ce qu'a dit le citoyen Ledru-Rollin, et insistant sur ce qu'il regarde comme une violation de la Constitution.

Lorsque le citoyen Ch. Dain est descendu de la tribune, le président annonce que deux ordres du jour ont été déposés; le premier pur et simple et le second ainsi conçu :

« Vu la déclaration du citoyen président du conseil, que les pouvoirs donnés au général Changarnier ne sont que temporaires, l'Assemblée passe à l'ordre du jour. »

L'ordre du jour pur et simple ayant la priorité, il est mis aux voix et adopté, non sans réclamations. On remarque que le citoyen Garnier-Pagès, l'ami particulier du citoyen de Malleville, donne l'élan aux membres de l'Institut qui ont voté pour le ministre.

La séance continue.

Chronique locale.

Dimanche dernier a eu lieu à la Guillotière le fait suivant : Un homme se prit de dispute avec une femme sur le quai du Rhône; après un moment, celui-ci poussa la femme brutalement et la fit tomber à l'eau avec son enfant qu'elle tenait dans les bras. En ce moment, passait le citoyen Cornaton, qui revenait du banquet des Droits de l'Homme; ce citoyen se jeta immédiatement à la nage et ramena saine et sauve cette femme, ainsi que son enfant, qu'elle n'avait pas quitté. Le citoyen Cornaton, sans attendre les éloges de personne, prit la fuite après avoir déposé ces derniers sur la rive.

— On nous annonce qu'hier mercredi, à huit heures du matin, deux officiers d'infanterie en garnison à Vienne, sont allés à Ste-Colombe pour se battre en duel, afin de vider une petite querelle qu'ils avaient eu la veille en jouant aux cartes. L'un des deux a été blessé à la cuisse d'une manière assez grave, car quatre soldats ont été obligés de le transporter à l'hôpital de Vienne, après avoir répandu plus d'un litre de sang.

AVIS. — Le nommé Oaillou, vendeur de journaux, a disparu de chez lui le 23 novembre 1848, sans prévenir personne de la cause de son départ et du nouveau lieu de sa demeure. Les recherches de ses parents ont été vaines jusqu'à ce jour; ils prient les personnes qui auraient de ses nouvelles, de les porter chez sa fille, demeurant à la Guillotière, à la fabrique de vitriol des citoyens Estienne et Jalabert.

— Dans la nuit de dimanche à lundi, des rixes graves ont eu lieu au coin des rues de la Cage et Constantine. Deux citoyens ont été frappés de coups de couteau, et les inculpés au nombre de sept ont été arrêtés.

— Hier matin, une fille domestique reconduisant au Collège un enfant de ses maîtres, petit garçon d'environ huit ans, qui avait passé la journée précédente chez ses parents à Bellecour, s'aperçut dans la rue de l'Hôpital, en face le passage de l'Argue, qu'elle avait oublié les livres du jeune écolier, et, l'ayant placé à l'entrée de la galerie elle lui recommanda de l'attendre là, pendant qu'elle irait à la maison prendre les objets oubliés. A ce moment un vieillard accoste l'enfant, propose de lui acheter de belles choses et l'attire vers les bateaux à vapeur du Rhône; il paraît qu'il allait l'embarquer avec lui sur le bateau de Valence, lorsque la servante désespérée de ne plus retrouver l'enfant qui lui avait été confié, et que depuis deux heures elle cherchait partout, finit par le rencontrer sur le quai de la Charité. En apercevant cette servante tout effarée accourant s'emparer de l'écolier, le vieillard prit la fuite. On se perd en conjectures sur cette affaire.

— Un journal assuré que M. de Suleau, ancien préfet, sera nommé à la préfecture du Rhône. Pourquoi pas? La réaction n'est-elle pas maîtresse de la position?

— On a trouvé hier matin, rue St-Nicolas, dans l'allée de la maison n° 5, le cadavre d'un homme qui portait une légère blessure près de l'oreille.

On n'a pas encore de renseignements exacts sur ce fait qui peut être est le résultat d'un crime, peut-être d'un accident.

— Le citoyen Laborie, ancien procureur-général au parquet de Lyon, vient d'être mandé à Paris, par dépêche télégraphique. On dit que le citoyen Laborie, qui a été autrefois secrétaire du citoyen O. Barrot, sera appelé au secrétariat général du ministère de la justice.

Les républicains du lendemain font leur chemin. Est-ce que cela durera longtemps?

— Le conseil d'administration des hospices civils de Lyon procédera le samedi 30 décembre courant, en séance publique, à six heures du soir, dans la salle de ses assemblées, à l'Hôtel-Dieu, à l'installation du docteur Rodet en qualité de chirurgien-major de l'hospice de l'Antiquaille, remplaçant le docteur Diday, dont le service finit le 31 du présent mois.

Les citoyens Diday et Rodet prononceront chacun un discours.

Départements.

GIROUDE. — L'affaire du fameux vol de 80,000 francs, dans laquelle se trouve le nommé Constant, cuisinier du bord, vient de prendre une nouvelle physionomie.

Les versions les plus contraires se multiplient.

Voici les résultats les plus positifs produits jusqu'à ce jour par l'instruction.

L'origine de la somme est encore inconnue. Les armateurs du dernier navire où Constant a été employé en qualité de cuisinier, n'ont à se plaindre d'aucun détournement; le capitaine, l'équipage et les officiers sont dans le même cas.

D'un autre côté, Constant a à peu près avoué qu'il avait été détenteur d'une somme de 80,000 francs; sur ces 80,000 francs, 10,000 environ ont été dépensés par lui, soit en cadeaux, soit pour son usage particulier. Restent donc encore 70,000 francs qui sont enfouis par lots dans plusieurs cachettes. — Le cuisinier a refusé de découvrir ces cachettes à la justice. Il a seulement consenti à désigner deux endroits où l'on a trouvé dans l'un 1,500 francs, et dans l'autre 4,000 francs.

Le reste de la somme a été introvable. L'instruction n'a pu jusqu'ici pousser plus loin ses recherches, elle a dû s'arrêter devant le refus d'explication de l'accusé.

Ce vol n'est pas, du reste, le seul qui lui soit reproché. Le même individu est poursuivi pour plusieurs faits d'escroquerie parfaitement prouvés, et pour lesquels il va être envoyé devant le tribunal correctionnel.

Constant a déclaré que c'était précisément dans la prévision d'une condamnation qu'il avait caché cette somme. Une fois sa peine accomplie, il se propose de recommencer le genre de vie qu'il menait à Bordeaux au moment de son arrestation.

Il persiste dans sa première réclamation, qui tendait à présenter cette somme énorme comme le résultat de ses gains dans le commerce.

Les perquisitions qui ont été faites en France pour retrouver les traces de ce vol n'ont produit aucun résultat. — Tout donne à croire que la soustraction aura été opérée en Amérique, où Constant a fait plusieurs voyages et où il a pu nouer des relations.

L'instruction continue. (Courrier de la Gironde.)

Nouvelles diverses.

RÉHABILITATION COMMERCIALE. — En 1839, le citoyen Ferdinand Aubé, par suite de pertes considérables, fut obligé de se déclarer en faillite et obtint un concordat par lequel ses créanciers lui firent remise de 90 pour cent. Depuis cette époque, à force de travail, il est parvenu à désintéresser complètement ses créanciers. Il a donc formé une demande en réhabilitation qui a été accueillie par la cour d'appel, réunie en audience solennelle.

De tels exemples de probité sont aujourd'hui si rares, que c'est avec plaisir qu'on les fait connaître.

— L'exposition annuelle de peinture et de sculpture, qui s'ouvrira au mois de mars prochain, aura lieu au Palais-National. On va immédiatement commencer les travaux nécessaires pour approprier le Palais-National à sa nouvelle destination.

— Le citoyen Mocquart, ancien sous-préfet, est nommé secrétaire du cabinet du président de la République.

— Un ouvrier, du nom de Thiébaud, vient d'être victime d'une tentative d'assassinat tentée sur lui par un de ses camarades, après une dispute. Thiébaud, qui a été assailli dans la rue Neuve-St-Eustache, a été frappé de trois coups d'un instrument pointu qui l'ont blessé profondément. On est venu à son secours, et il a été transporté chez un pharmacien où on a pu le panser. On espère le sauver.

Le coupable a été arrêté.

— Deux jeunes gens qui avaient voulu se faire remettre une certaine somme d'argent en écrivant des lettres menaçantes à un étranger dont l'un d'eux avait été le secrétaire, viennent d'être arrêtés par les soins du nouveau préfet de police chez qui une plainte avait été déposée.

DETTE DE L'ANGLETERRE. — On évalue aujourd'hui la dette publique en Angleterre à 49 milliards de francs environ. En 1844, les charges annuelles portées par cette dette, considérée dans son ensemble, étaient de 29,851,753 livres sterling ou de 749,293,825 francs et compris les frais d'administration. D'un autre côté, le revenu offrait, pour la même année, un excédant de 32 millions de francs sur les dépenses. Toutefois, depuis 1839, les charges de la dette ont marché dans une progression un peu plus élevée que le revenu : elles sont aujourd'hui vingt-huit fois plus fortes, et le revenu n'est que vingt-cinq fois plus considérable qu'en 1839.

En additionnant le capital nominal de la dette publique des différents Etats de l'Europe, il en résulterait, dans l'ensemble, une somme de plus de 43 milliards de francs, dont 19 milliards dus par l'Angleterre. Or, on a calculé la valeur de tous les métaux précieux monnayés en Europe, à 9 milliards au maximum. En adoptant cette évaluation, on voit que, dans l'hypothèse où tous les créanciers de l'Angleterre viendraient réclamer à la fois le remboursement de leurs créances en espèces, le gouvernement anglais, alors même qu'il réussirait à concentrer dans ses mains tout l'or et tout l'argent monnayé de l'Europe, ne pourrait pas encore éteindre la moitié de sa dette.

— On a remarqué, à la revue générale de dimanche 24, qu'il manquait trois légions de la garde nationale, les 8^e, 9^e et 12^e. On se demande si le nouveau gouvernement persistera dans ce système de défiance, par lequel M. Cavaignac, aidé de

M. Ducoux, frappait de suspicion un quart de la population parisienne. Ne serait-il pas temps que ces trois légions fussent réorganisées?

Bourse de Paris, du 26 décembre 1848.

Cinq pour cent.....	77 25	Emprunt Romain.....	68 67
Dito, fin courant....	76 30	Emprunt Belge 1840....	84 12
Trois pour cent.....	46 60	Actions de la banque....	1770 70
Dito, fin courant....	46 50	Obligations de la ville..	1225 00
Quatre pour cent.....	00 00	Obligation piémontaise..	" 00
Rente de Naples.....	00 00	Quatre canaux.....	" 00
Dettes actives d'Espagne..	00 00	Jouissance des 4 canaux..	" 00

CHEMIN DE FER.

Saint-Germain.....	550	Orléans-Bordeaux.....	387 50
Versailles, rive droite. d.	430	Nord.....	393 75
— rive gauche.....	417 50	Paris-Lyon.....	"
Paris-Orléans.....	737 50	Paris-Strasbourg.....	"
Paris-Rouen.....	453 50	Tours-Nantes.....	342 50
Rouen-Havre.....	222 50	Montebau.....	322 50
Marseille-Avignon.....	190	Dieppe.....	100
Strasbourg-Bâle.....	90	Charlevoix.....	"
Centre.....	253 75	Lyon-Avignon.....	"
Amiens-Boulogne.....	200	Fampoux.....	"

LA PRESSE commencera le 1^{er} janvier la publication des *Confidences*, par LAMARTINE, ce qui n'empêchera pas la *Presse* de continuer la publication des *Mémoires d'Outre-Tombe*, par CHATEAUBRIAND, et de finir les *Mémoires d'un Médecin*, par ALEXANDRE DUMAS.

La *Presse* est le seul grand journal qui ne coûte que 36 fr. pour les départements.

Les *Débats* coûtent 60 fr. ; le *Siccle* coûte 44 fr., c'est-à-dire, 26 fr. et 8 fr. de plus que la *Presse*.

On s'abonne à Paris, rue Montmartre, 131.

AVIS.

Les assurés de la Compagnie la *Sécurité* sont prévenus que, par délibération prise en assemblée générale de ses actionnaires, le 28 novembre dernier, la dissolution de cette Compagnie a été prononcée, et qu'elle a réuni ses affaires à celles de la Compagnie la *France*, qui a réassuré tous ses risques en cours et en recevra les primes.

Les assurés de la *Sécurité* auront donc à s'adresser à la Compagnie la *France* seule, pour tout ce qui aura rapport à leurs assurances.

Les agents généraux de la *Sécurité*,
DELESSE et DARNAUD.

Le directeur-gérant, FAUÈS.

Imprimerie de veuve ATXZ, gr. rue Mercière, 44.

ANNONCES.

VENTE A L'AMIABLE
BELLE ET GRANDE

PROPRIÉTÉ

Située en l'île de Porquerolles, commune d'Hyères (Var).

Cette propriété, de la contenance totale d'environ 750 hectares, se compose de maison de maître, avec bâtiments d'exploitation; de 60 hectares en jardins, terres, vignes et luzernières d'un bon produit; de 690 hectares en bois de diverses natures, produisant également un bon revenu; de plusieurs baux et d'une rente en argent s'élevant annuellement à 4,850 fr.

Cet immeuble est appelé à recevoir un accroissement de valeur considérable par les défrichements successifs qui peuvent y être faits facilement. Il est susceptible d'être divisé en plusieurs pièces.

Outre la culture principale de la vigne, le sol est très convenable à celle de l'olivier, figuier et autres récoltes méridionales.

L'habitation y est aussi agréable que sanitaire par la bonté de la température exempte de toute gelée, de grêle et de brouillards.

S'adresser, pour les renseignements, à M. BONNET, quai de la Balaine, 14; ou sur les lieux, à M. CREZET, propriétaire.

Rhumes, Toux, Catarrhes.

Ce pectoral que les médecins prescrivent contre les maladies de poitrine, dont la réputation s'accroît chaque jour, est le sirop pectoral de Mou-de-Veau, préparé par QUER aîné. Il calme la toux, facilite l'expectoration et la respiration, apaise l'irritation, les douleurs d'estomac et répare les forces.

Se vend toujours à Lyon, rue de l'Arbre-Sec, 31.

Prix : 2 fr. la bouteille, et 2 fr. 25 cent. dans les dépôts.

A VENDRE

Par suite de dissolution de société,

UN ATELIER DE MOIRAGE

Pour les étoffes de soie, monté à neuf, ayant déjà fonctionné. Les cylindres et accessoires sont dans un état parfait. — On pourrait céder le bail de l'appartement, situé dans un quartier de fabricants.

S'adresser, pour les renseignements et pour traiter, au bureau de l'imprimerie cours de Brosses, 8 au premier, à la Guillotière.

MME JEUNET,

SAGE-FEMME JURÉE,

Rue Saint-Georges, 88, maison de la Fontaine des Trois-Cornets, au 3^e.

Elle offre aux dames enceintes des chambres à leur disposition, la jouissance d'un jardin garni de fleurs et de fruits, l'air pur et une vue superbe. Les pensionnaires qui voudront l'honneur de leur confiance seront traitées à des prix très-modérés. Elle assure aux malades un parfait rétablissement, et un médecin expérimenté donnera des consultations si leur position le réclame. Elle fait des accouchements en ville et donne de consultations GRATUITES de une heure à trois heures. — On trouve, à la même adresse, la fabrique de *Poupées*.

A VENDRE.

Une Machine à vapeur, de la force d'un fort cheval, avec sa chaudière et tous ses accessoires.

S'adresser, port des Cordeliers 57, au concierge.